

Julien Fretel et Michel Offerlé

« La correspondance présidentielle, un formidable observatoire de l'opinion »

Le politiste et le sociologue ont consulté et analysé dans un ouvrage les courriers adressés par les citoyens aux présidents Hollande, Sarkozy et Macron



YANN LEGENDRE



LE LIVRE

Ecrire au président. Enquête sur le guichet de l'Élysée

Au cours de leur enquête, Julien Fretel et Michel Offerlé, les auteurs d'*Ecrire au président* (La Découverte, 2021) ont pu assister, à partir de 2020, à une révolution du traitement du courrier présidentiel. Sous l'impulsion d'Emmanuel Macron et l'arrivée d'un nouveau chef de service du courrier, la volonté a été de transformer un service administratif en service de communication. Il s'agit de faire remonter les informations du terrain – les alertes, par exemple, sur la baisse des APL, la limitation de la vitesse à 80 km/h ou la hausse du prix des carburants – et de mieux lutter contre l'isolement du pouvoir. Déjà, le président Hollande accordait considérablement le courrier reçu comme le prolongement de son lien avec ses administrés corréziens. A cela, il faut ajouter ce que Barack Obama écrit dans ses Mémoires, *Une terre promise* (Fayard, 2020). Chaque soir, avant de s'endormir, le président américain lisait deux ou trois courriers sélectionnés par son service : « Les lettres étaient comme une perfusion en intraveineuse du monde réel ». Emmanuel Macron, qui a cité le parcours de ses vœux citoyens ordinaires lors de son neuf pour l'année 2021, s'est inscrit dans cette veine.

ENTRETIEN

Julien Fretel, professeur de science politique à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, et Michel Offerlé, sociologue, ont eu accès aux courriers adressés à Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron. Les deux auteurs d'*Ecrire au président* (La Découverte, 2021) expliquent comment cette correspondance est tout autant un outil de sondage que de communication.

Qui écrit au chef de l'Etat ?

Julien Fretel et Michel Offerlé : Potentiellement, tout un chacun peut lui écrire. C'est gratuit par lettre posée jusqu'à 20 grammes. Ceux qui écrivent n'ont pas à décliner leur identité. On ne sait donc pas avec exactitude qui ils sont. On constate cependant une quasi-parité hommes-femmes. Il y a aussi des enfants, qui envoient des dessins, particulièrement en période de crise. Souvent, les expéditeurs se présentent comme étant de la « classe moyenne » ; certains sont des « Français en colère », des « citoyens lambda ». Enfin, des Français politisés et « lettrés » écrivent volontiers assez longuement.

Pourquoi écrit-on au président ?

J. F. et M. O. : Ces lettres offrent une variété d'actes d'écriture, dans leur longueur (de deux lignes à plus d'une dizaine de pages), le choix du papier, des formules de politesse, de la graphie, de l'orthographe et de la syntaxe, ainsi que des arguments.

Les auteurs s'autorisent à parler de tout, de leur vie quotidienne et intime, comme des grandes affaires du monde : surendettés allant de guichet en guichet ; femmes battues, reçoqués de l'Etat social. Certaines mis-

sives prennent la forme de critiques ou de chroniques des agissements d'une autorité politique jugée à part, en surplomb. Les interpellations sont nombreuses et très véhémentes quand le président est considéré comme méprisant (les « sans-dents » de Hollande, les « gens de rien » ou les « faibles » de Macron), ou déconsidèrent la fonction (« le casse-toi pauvre » de Sarkozy). Le principe du service de la correspondance présidentielle est de « répondre à tous », mais cela ne se vérifie pas toujours. Certaines requêtes donnent lieu à des réponses types, d'autres à un aiguillage vers les services sociaux.

Écrit-on de la même manière aux trois présidents ?

J. F. et M. O. : La rhétorique de la « plainte » est assez semblable : c'est ce qui est classé sous la rubrique « requêtes » individuelles (« en tant que... ») ou collectives (« au nom de ») – qui constituent environ 60 % du flux. De même, les lettres classées sous la rubrique « opinions » formulées des critiques brèves ou développées sur la politique du président et, parfois, dénoncent le pouvoir aveugle de ceux d'en haut.

L'ensemble de ce courrier est un formidable observatoire du rapport des Français à la politique et à l'institution présidentielle. Nul doute que le niveau de véhémence a augmenté depuis plusieurs décennies. Selon nos sources, la personne du président était davantage respectée à l'époque de François Mitterrand.

Les courriers que lit le président ont-ils des conséquences ?

J. F. et M. O. : Le service courrier a été renforcé sous M. Macron. Nous pouvons supposer qu'il y a eu un

LES AUTEURS DES LETTRES S'AUTORISENT À PARLER DE LEUR VIE QUOTIDIENNE ET INTIME COMME DES GRANDES AFFAIRES DU MONDE

avant et un après « gilets jaunes ». Ce service a vu des choses avant la crise, et a tenté d'alerter. Mais il est beaucoup moins certain que cela ait été reçu ainsi par le président. Les requêtes à l'époque ressemblaient souvent aux doléances que les Français ont rédigées par la suite lors du grand débat national.

A l'Élysée, cette correspondance sert-elle uniquement de baromètre de l'opinion publique ?

J. F. et M. O. : Elle a été traitée par le service et par les présidents de manière contrastée. Les courriers d'« opinion » donnent un « pouls » assez semblable aux pulsations médiatiques ». M. Hollande souhaitait lire des courriers et a même reçu certains de leurs auteurs à l'Élysée. Les

« requêtes » fournissent un aperçu des misères du monde. Elles sont actuellement davantage prises en compte pour appréhender la vie quotidienne. La numérisation du service et l'intérêt de M. Macron pour l'ensemble de ces missives (pour communiquer, candidater, voire gouverner) sont passés par là. Par exemple, lors du grand entretien qu'il a donné sur TF1 le 15 décembre 2021, il a sorti une de ces lettres de sa poche.

Les courriels reçoivent-ils la même attention que les lettres ?

J. F. et M. O. : Ils représentent plus de 60 % de la correspondance et permettent un traitement statistique et algorithmique plus systématique. Mais pour recevoir une lettre à en-tête de la présidence, mieux vaut envoyer un courrier postal. Et pour une réponse signée du président, une « belle lettre », en français conventionnel : si elle est jugée « émouvante », ou si elle entre dans l'agenda médiatique du chef de l'Etat, celui-ci pourrait répondre personnellement. ■

PROFOS RECUEILLIS PAR ALAIN BEUVE-MÉRY

Le scénario du pire pour l'Ukraine et la Russie

ANALYSE

Chaque jour charrié son lot d'horreurs, depuis que la Russie a lancé une guerre injustifiable contre l'Ukraine. Chaque jour est gros, aussi, d'événements encore impensables il y a peu. La réponse occidentale a été unie et fulgurante : déclenchement immédiat de sanctions massives, chasse aux biens oligarchiques, livraisons d'armes aux Ukrainiens, prise en compte du drame humanitaire qui ne fait que débuter. Mais cette réponse immédiate, si louable soit-elle, n'arrête pas les missiles et les frappes russes. Elle ne permet nullement de contenir le sombre dessein du Kremlin et sa fuite en avant. Au contraire. Le régime russe, qui dispose des revenus énergétiques comme bouée de sauvetage, a intégré depuis longtemps – à ses risques et périls – l'idée que la surenchère et le fait accompli seuls garantissent une position de force.

On sait ce que l'Occident se refuse à envisager : une confrontation militaire directe avec la Russie. Donc pas de « no-fly zone » imposée par l'OTAN, pour contraindre la supériorité aérienne de l'agresseur. Mais à cette heure, aucune sortie de crise ne se dessine. Il est périlleux de se risquer à des pronostics. Mais il est indispensable d'envisager, parmi tous les scénarios, le pire possible. Même parmi les experts de la Russie, bien peu avaient prévu une opération militaire sur l'ensemble du territoire ukrainien. La leçon de cette erreur,

que partage l'auteur de ces lignes, semble évidente : elle ne doit plus être commise. Le scénario du pire – outre une escalade nucléaire entre la Russie et l'OTAN – est le suivant : une Ukraine transformée en Syrie, et une Russie en Corée du Nord.

Les comparaisons entre pays ont toujours des limites. Comparons par l'Ukraine. En Syrie, la dimension ethnique et religieuse, le rôle de l'organisation terroriste Etat islamique sont des traits particuliers à ce conflit. Mais ce sont les similitudes qui importent à présent. Vladimir Poutine a totalement sous-estimé la capacité de résistance patriotique des Ukrainiens. Logique, puisqu'il nie l'existence pleine d'un tel peuple, considéré comme un cousin de province abâtardi, devant être corrigé. Le projet de renversement de pouvoir à Kiev se fracasse contre la réalité. Le Kremlin a planté la haine dans le cœur des Ukrainiens contre Moscou. Même si le président Volodymyr Zelensky était tué ou contraint à l'exil, toute marionnette installée à Kiev serait considérée comme telle. Et la Russie n'a pas les moyens de maintenir sous contrôle militaire, à long terme, l'ensemble du pays.

A part transformer Odessa et Kiev en Alep, la ville syrienne martyre, quels peuvent être les buts opérationnels ? On n'en voit pas. A moins de considérer cette destruction comme le nouveau plan de substitution. Son but : fracturer le territoire en îlots de désolation, rendre l'Etat failli et transformer le pays en ruine ingouvernable, avec des millions de

réfugiés partant vers l'Union européenne (UE). Attendez le développement, en face, de groupes armés ultranationalistes, pour les intégrer en retour dans la justification de la guerre, la fameuse « dénazification ». Sur un plan territorial, il serait possible, pour la Russie, de se replier sur une sorte de Donbass très élargi, relié à la Crimée et au sud de l'Ukraine – soit le projet resuscité de Novorossie, déjà évoqué en 2014 dans les cercles nationalistes. Et puis d'attiser sans fin la déstabilisation du reste du pays. Pour le trognon restant de l'Ukraine, le rêve d'une intégration dans l'Union européenne serait difficilement atteignable.

Poutine semble inamovible

Vient ensuite la Russie. Là encore, beaucoup d'incertitudes planent sur l'effet des sanctions occidentales, surtout si l'UE emboîte le pas aux Etats-Unis et frappe le secteur de l'énergie. La sidération et le déni au sein de la population pourraient s'effriter si l'effondrement du rouble se produisait, semblable à celui d'août 1998. Mais cela ne garantit en rien un vaste mouvement de contestation. Pour l'heure, ceux qui peuvent et veulent partir s'y emploient. Quant aux spéculations sur un affaiblissement de Vladimir Poutine et un complot de palais contre lui, elles ne reposent sur rien, à ce stade. Le président russe représente une sorte de pivot entre des factions très diverses, oligarchiques et ou sécuritaires, parmi lesquelles il est difficile d'imaginer

l'émergence d'un consensus sur une alternative. Il faudrait un court-circuit général, une embolie économique, pour que ce système éclatât, sans Politburo de type soviétique, remise en cause son organisateur.

Dans son roman *Journée d'un opritchnik*, publié en 2006, l'écrivain Vladimir Sorokine imaginait une Russie du futur, repliée derrière une muraille, plongée dans une violence médiévale mais livrée à la surveillance technologique moderne, vivant dans le culte halluciné de l'identité slave et la haine de l'Occident. Confronté à un isolement durable et à son nouveau statut radioactif, Moscou s'engage sur la voie du repli complet, de la mise aux fers de la société et d'une sorte de centralisme économique, accéléré par le départ des entreprises étrangères. L'exemple iranien a montré qu'un régime peut y survivre. Ce sont des conditions favorables aux trafiquants et aux « pros » de la survie en milieu hostile.

Répression totale, justice expéditive. Dépendance à venir, sur de nombreux plans, vis-à-vis de la Chine. Orgues acablantes des médias alimentant l'idée d'un complot occidental, d'une prétendue xénophobie antirusse... Et puis, vis-à-vis de l'Occident, le Kremlin agit la menace nucléaire pour rappeler le statut de la Russie et son venin. Vladimir Poutine voulait s'inscrire dans la lignée de Pierre le Grand. Le voilà promis au cousinage de Kim Jong-un. Les crimes de guerre en plus.

PIOTR SMOLAR (WASHINGTON, CORRESPONDANT)

L'UKRAINE SERAIT UN PAYS INGOUVERNABLE, RÉDUIT À L'ÉTAT DE RUINES, LA RUSSIE, UN ÉTAT ISOLÉ ET REPLIÉ SUR LUI-MÊME